

Abbas accuse le Hamas de "terrorisme", appelle Israël au dialogue

RAMALLAH (Cisjordanie) - Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a rejeté mercredi tout dialogue avec le Hamas qu'il a qualifié de mouvement "terroriste" et appelé à la tenue d'une conférence internationale sur le conflit israélo-palestinien.

Le Hamas, qui a pris par la force le contrôle de la bande de Gaza le 15 juin, a immédiatement accusé le président Abbas d'avoir proféré des "mensonges" et des "fausses vérités".

"Pas de dialogue avec les putschistes, les meurtriers et les terroristes", a lancé le dirigeant palestinien, dans une violente diatribe sans précédent contre les islamistes, devant le Conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine (CCOLP).

"Notre objectif principal est d'empêcher que le chaos ne se propage à la Cisjordanie", a-t-il dit.

Accusant des "éléments régionaux", qu'il n'a pas nommés, d'avoir participé à la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas, il a affirmé que ce dernier souhaitait instaurer un "Emirat" dans le territoire palestinien.

"Il s'agit d'un plan pour diviser Gaza et la Cisjordanie et établir un Emirat, un mini-Etat, contrôlé par un seul groupe, ses fanatiques et ses fondamentalistes", a lancé M. Abbas.

"Il s'agissait d'un plan prémédité sur lequel se sont mis d'accord les dirigeants du Hamas à Gaza et à l'étranger, avec des éléments régionaux", a-t-il martelé.

Le président palestinien a accusé les islamistes d'avoir fait échouer le dialogue pour parvenir à un règlement de la crise inter-palestinienne.

"J'ai mis en oeuvre des moyens considérables, y compris la poursuite du dialogue, avant et après les accords de la Mecque, avec patience et tolérance, afin de régler les problèmes intérieurs et éviter une guerre civile, un bain de sang entre Palestiniens et progresser sur la voie de la démocratie", a-t-il poursuivi.

Il a par ailleurs assuré que le Hamas avait tenté de l'assassiner. "J'ai reçu des informations en provenance de Gaza selon lesquelles ils voulaient m'assassiner", a-t-il dit.

"Mais je me suis tout de même rendu à Gaza. J'ai ensuite vu une vidéo du Hamas. Dans ce film, six personnes du Hamas parlaient de 250 kg d'explosifs. Trois d'entre elles répétaient: cette bombe est pour Abou Mazen (Abbas: ndlr)", a déclaré M. Abbas.

Réagissant à ce discours, un porte-parole du Hamas, Aymane Taha, a accusé M. Abbas de mensonges. Ce discours est "d'un genre burlesque, rempli de mensonges et de fausses vérités".

M. Abbas, qui comme le nouveau gouvernement d'urgence entré en fonction, jouit du soutien de la communauté internationale, a appelé Israël à la reprise des négociations et à lever les barrages en Cisjordanie, cesser la construction du mur et la colonisation dans ce territoire.

"Nous appelons à la reprise des négociations -les conditions actuelles ne les empêchent pas- et cela dans le cadre d'une conférence internationale sur laquelle nous nous serons mis d'accord" avec les Israéliens, a dit M. Abbas, indiquant que l'idée d'une "force internationale" à Gaza était actuellement à l'étude.

Il avait convoqué la réunion du CCOLP dans la foulée de sa décision, le 14 juin, de limoger le gouvernement dominé par le Hamas, décréter l'état d'urgence et mettre en place un cabinet d'urgence dirigé par l'indépendant Salam Fayyad.

Le CCOLP, qui compte 130 membres, est une instance intermédiaire de l'OLP habilitée à prendre les décisions capitales au sein de la centrale palestinienne, qui chapeaute l'Autorité dont M. Abbas est le président.

Le Hamas, qui règne en maître à Gaza depuis le 15 juin après avoir mis en déroute les forces de sécurité loyales à M. Abbas, conteste le gouvernement d'urgence et considère que seul le cabinet limogé est légitime.

(©AFP / 20 juin 2007 19h59)